

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

6 rue Cognac Jay
75007 Paris

Références : 2025-0485
Code AIOT : 0010000633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 37 RUE DE CERCELE LIEUDIT LE GRAND MAREUIL 37300 JOUE-LES-TOURS. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 05 juin 2025 a été réalisée dans le cadre du suivi de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 novembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 37 RUE DE CERCELE LIEUDIT LE GRAND MAREUIL 37300 JOUE-LES-TOURS
- Code AIOT : 0010000633

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13 058 du 5 septembre 1989 modifié et complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

Le site de Joué-Lès-Tours assure la fabrication et le conditionnement de gaz industriels. Les activités industrielles incluent :

- la production et le conditionnement de l'acétylène (usine Acétylène) ;
- le stockage de gaz industriels en bouteilles et cadres ;
- l'inspection des bouteilles et cadres (atelier ALIS).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositifs d'obturation des réseaux et consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux incendie (D2+D3 de la visite d'inspection du 12/06/20)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux incendie (D2+D3 de la visite d'inspection du 12/06/20)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>[...] Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, les précédentes visites d'inspection avaient fait l'objet des constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Visite d'inspection du 27/10/2023 :</u><ul style="list-style-type: none">◦ <u>Constats :</u> L'exploitant doit prendre en compte le volume d'eau du réseau IGA dans le calcul du dimensionnement des rétentions (selon le document technique D9A). Il doit justifier les dimensions du bassin de rétention et son caractère étanche. L'exploitant doit apporter des éléments complémentaires en réponse à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 04/11/2022.• <u>Visite d'inspection du 04/12/2024 :</u><ul style="list-style-type: none">◦ L'exploitant a présenté la note de calcul hydraulique réalisée par l'entreprise SADE pour le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie (note de calcul mise à jour le 27/06/2024). La note de calcul prend notamment en compte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, la méthodologie de calcul de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ainsi que les prescriptions du SDAGE Loire-

calcul de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ainsi que les prescriptions du SDAGE Loire-Bretagne. Le besoin pour le volume de rétention des eaux pluviales polluées, calculé conformément au document technique D9A, s'élève à 720 m³.

- Le volume utile pour le bassin du site est évalué à 782 m³ : ce volume intègre le volume de rétention de 720 m³ et prend également en compte le tamponnage des eaux de pluie (réalisé en partie grâce à un stockage en réseau). La note de calcul hydraulique précise que la capacité actuelle du bassin s'élève à 450 m³, contrairement au volume de 1354 m³ indiqué lors de la visite d'inspection du 27/10/2023.
- Concernant la prise en compte du volume d'eau du réseau d'extinction automatique incendie IGA dans le calcul du volume de rétention des eaux pluviales polluées, l'exploitant précise que ces eaux sont récupérées via un circuit fermé grâce à la présence sur site d'un bassin de récupération d'environ 67 m³ (vue sur site par l'inspection des installations classées).
- Pour réaliser les travaux d'étanchéité et de mise en conformité du bassin de confinement du site, l'exploitant a publié un appel d'offres, clôturé le 15/11/2024. Une revue technique a été réalisée sur site le 21/11/2024 avec les candidats. L'exploitant envisage de retenir la meilleure offre avant fin 2024. Selon le planning prévisionnel des travaux indiqué par l'exploitant, le démarrage des travaux aurait lieu fin mars ou début avril 2025, et les travaux dureraient 4 à 6 semaines.
- Conclusion : L'écart précédemment identifié est partiellement reconduit et complété : « L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose du volume suffisant pour recueillir et confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère étanche du bassin de confinement. ». L'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 novembre 2022 n'est pas respecté.

Les travaux d'étanchéité et de mise en conformité du bassin de confinement du site ont été réalisés au printemps 2025 par l'entreprise COLAS. Les travaux ont consisté en :

- la mise en conformité du réseau d'eaux pluviales sur une partie du site, correspondant au bassin versant BV2 ;
- la mise en étanchéité du bassin de rétention, qui sert à recueillir les eaux d'extinction incendie, les eaux susceptibles d'être polluées et permet également le tamponnage des eaux de pluie ;
- la création d'un by-pass pour permettre les interventions et les opérations de maintenance sur le bassin de rétention ;
- la création d'un système de drainage sous bâche.

Lors de la visite d'inspection du 05/06/2025, l'inspection a constaté la réalisation des travaux de VRD ainsi que des travaux d'étanchéité du bassin de rétention. Un garde-corps muni de bouée de sauvetage ceinture le bassin, et un escalier sécurisé a été mis en œuvre pour accéder au fond du bassin. Les eaux collectées rejoignent le bassin de rétention de manière gravitaire, après avoir été traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Le regard à l'amont du bassin, par lequel transite les

eaux collectées, est muni de deux vannes d'isolement, une pour le bassin et une pour le réseau by-pass. Un poste de relevage / drainage à l'aval du bassin permet de vidanger le bassin dans un fossé communal.

L'exploitant a présenté le plan de récolement des travaux réalisés par COLAS, daté du 13/05/2025 (ind. A). Ce plan précise que le fil d'eau du bassin de confinement est à 90,05 mNGF, et la hauteur maximum de remplissage est de 3,55 m. Le volume de confinement de 720 m³, calculé selon le document technique D9A, est disponible sous la cote de remplissage 92,04 mNGF (1,99 m de hauteur de remplissage). Avec cette altitude, une partie du réseau du site est mise en charge en amont (23,13 m³ dans les réseaux). Le bassin permet également le tamponnage d'un volume de 840 m³ d'eaux pluviales, sous la cote de remplissage 92,27 mNGF (2,22 m de hauteur de remplissage). Le tamponnage met également en charge une partie des réseaux, avec un volume de 26,48 m³.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. L'exploitant a satisfait à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 novembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dispositifs d'obturation des réseaux et consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux

Prescription contrôlée :

[...]

En cas de dispositif de confinement externe :

[...]

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

[...]

Constats :

Les travaux réalisés au printemps 2025 n'ont pas modifié le dispositif d'obturation à l'aval de la capacité de confinement, qui consiste en une vanne guillotine située près du portail d'entrée du site. Les deux nouvelles vannes mises en œuvre en amont du bassin de confinement permettent d'isoler le bassin et le by-pass, et seront à manœuvrer dans un second temps, après la manœuvre de la vanne guillotine qui assure le confinement sur le site.

L'exploitant a présenté la fiche mission « Evacuation », fonction attribuée par le directeur des

opérations interne en cas d'incident ou d'accident sur site (révision 002, applicable depuis octobre 2024). Cette fiche inclut la fermeture des vannes d'isolement (guillotine) des eaux du site dans les actions à réaliser. Une mise à jour de cette fiche est nécessaire afin de prendre en compte les deux nouvelles vannes présentes sur le site.

L'exploitant a indiqué en séance que les consignes de sécurité seraient mises à jour prochainement pour intégrer les modifications du site suite aux travaux réalisés.

Conclusion :

L'exploitant doit mettre à jour :

- la fiche mission « Evacuation », en prenant en compte la nouvelle procédure de confinement du site et en clarifiant les dispositifs d'obturation à mettre en œuvre, ainsi que leur ordre d'actionnement ;
- les consignes de sécurité du site, en précisant les modalités de mise en œuvre des systèmes de relevage autonome et des dispositifs d'obturation avec les deux nouvelles vannes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois